

COOPERATION ALGER - MARSEILLE

Pour un avenir en commun

"Nous savons que le passé a été quelque peu difficile et c'est pour cela que nous devons nous tourner vers l'avenir", "le rétroviseur existe. L'histoire ne s'efface pas. Nous voulons regarder vers l'avenir", et "les blessures mettent du temps à se cicatriser". Telles sont les phrases employées par le sénateur maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin démontrant "une volonté sincère" pour une coopération décentralisée entre les villes d'Alger et de Marseille dans divers

domaines. S'exprimant hier, lors d'une conférence de presse animée conjointement par le wali d'Alger, Mohamed Kebir Addou, en marge de la signature du protocole d'accord d'amitié et de coopération, le maire de Marseille a déclaré : "Cette coopération mérite d'être encouragée." Après un passé assez tiède caractérisant les échanges entre les deux pays, Gaudin a noté : "Je ne suis pas membre du gouvernement mais maire et en cette qualité j'encourage le tissa-

ge de liens privilégiés. C'est un honneur d'avoir été reçu par le président de la République et le chef du gouvernement." Allant dans ce sens, le wali d'Alger a déclaré : "Il est temps pour nous de relancer d'une manière définitive et concrète la coopération entre les villes d'Alger et de Marseille. Je suis certain que nous pouvons aller vers des projets concrets."

Les relations entre ces deux villes datent des années 80 avec la signature de plusieurs accords.

"Elles ont été particulièrement privilégiées et suivies", a appelé le wali. Alger la Blanche a traversé une période difficile marquée par le séisme, les inondations et qui se sont répercutés sur l'urbanisme. Aussi, deux actions ont été entreprises par la wilaya d'Alger par la révision du plan de l'urbanisme et l'élaboration d'une étude d'aménagement. D'autres études sont en maturation notamment pour la création de facultés de médecine et de droit avec 10 000 places

pédagogiques chacune ainsi que la construction de deux grands stades de 40 000 places à Douéra et Baraki.

De son côté, M. Gaudin a appelé les opérateurs marseillais à investir. "Les Chinois sont de plus en plus présents en Algérie. Et ce n'est pas normal que nous soyons juste à côté et nous n'entreprenons pas les mêmes démarches", a-t-il souligné.

La réhabilitation de la capitale et son vieux bâti ainsi que son développement ont été les grands axes du protocole d'accord d'amitié et de coopération signé hier par les deux responsables. La ville d'Alger envisage également de profiter de l'expérience de Marseille, "très pertinente", dans l'établissement d'une stratégie de développement pour Alger comme ville côtière, a ajouté le premier responsable de la wilaya d'Alger en annonçant qu'un échange d'experts en urbanisme entre les deux villes est prévu pour "bientôt".

Le maire de Marseille a entamé en début de semaine une visite de trois jours

à Alger à la tête d'une mission de quelques 300 personnes composée d'élus, de responsables de la santé et de l'enseignement, avocats, représentants de la culture et des sports, ainsi que de représentants d'une cinquantaine de PME de la région marseillaise et de grands groupes nationaux.

Le vice-président du Sénat a donné son accord pour que l'Assistance publique des hôpitaux de Marseille réalise un audit sur le fonctionnement de l'hôpital d'Oran. Il a également pris acte du souhait du chef de l'Etat, selon lui attaché au bilinguisme, que la France envoie des professeurs en Algérie.

M. Gaudin a déclaré que la ville de Marseille offrira une statue similaire à la fontaine de l'Arbre de l'Espérance qui décore l'entrée de la ville, à la wilaya d'Alger pour l'installer place Port-Saïd.

Pour rappel, sur 800 000 habitants de Marseille, 150 000 sont issus de l'immigration, dont une bonne partie d'Algérie.

Meriem Ouyahia

INFORMATION ECONOMIQUE

Le ministère des Finances lance une formation pour les journalistes

Le ministère des Finances lance un cycle de journées régulières de formation des journalistes de la presse nationale. Un cycle qui a débuté hier par une rencontre de quatre directeurs centraux du ministère avec les représentants des médias, rencontre consacrée à la présentation et vulgarisation du processus d'élaboration des lois de finances.

Ainsi, il a été permis aux participants d'être informés sur les mécanismes d'élaboration, discussion et adoption de la loi de finances et du cadre budgétaire. Cela grâce aux explications et présentations faites par le directeur général des études et

de la prévision, Zoubeidi Abdelmalek, sur le cadre macroéconomique des lois de finances, le directeur général du budget, Boumazza Larbi sur les étapes d'élaboration de ces lois, le directeur de la législation fiscale à la Direction générale des impôts (DGI), Zikara Mustapha, sur les aspects juridiques et pratiques de la loi de finances.

Pour sa part, le directeur général du Trésor, Hadji Babaami, a présenté le rôle de sa direction dans ce processus en interaction avec les Directions des études et de la prévision, du budget et de la DGI, ainsi qu'avec l'ensemble des autres dépar-

tements ministériels, collectivités locales et autres organismes, tout au long du processus qui mène à l'adoption par le Parlement de la loi, sa promulgation par le président de la République et son entrée en vigueur.

Une rencontre qui a permis de s'initier à divers concepts de la res économique, mais aussi à débordé sur des questionnements récurrents relatifs notamment au prix de référence budgétaire, la loi de règlement budgétaire, la gestion des réserves de changes et du Fonds de régulation des recettes, le financement du programme quinquennal de soutien à la croissance écono-

mique et autres aspects adjacents. En fait, ce cycle de formation, qui se poursuivra sous l'égide du ministre des Finances, Mourad Medelci, et de l'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP), sis à Bordj-El-Kiffan, se veut, selon son principal hôte, intervenant en ouverture, l'occasion de concrétiser tant un engagement pris auparavant de l'organiser que la volonté de ce département ministériel de communiquer et mieux communiquer, au profit de l'information économique, claire et accessible, et de l'opinion publique en général, mieux informée.

R. N.

LEPTOSPIROSE

Pas de panique, conseillent les médecins

Pas de panique, conseillent les médecins du service infectieux du CHU de Tizi-Ouzou. Les habitants de Tala-Athmane, foyer de cette maladie, doivent continuer à consulter comme ils le faisaient auparavant sans s'inquiéter outre mesure ni se bousculer au niveau de l'unité sanitaire locale. L'eau du réseau d'alimentation n'a rien à voir avec la maladie et la leptospirose n'est qu'un soupçon qui sera confirmé ou infirmé peut-être dans la journée d'aujourd'hui. Même en cas de confirmation, il faut se garder de dramatiser, car la maladie ne tue pas instantanément. Elle se signale par un début de fièvre et de jaunisse qui donnent le temps à la consultation et aux soins susceptibles de l'enrayer, mais il ne faut pas négliger de consulter en cas de malaise, affirme l'équipe médicale du service infectieux, à sa tête le docteur Touat, chef de service.

De son point de vue, on a dramatisé la maladie. Elle n'est pas mystérieuse et n'a pas donné lieu à des dizaines d'hospitalisations, mais seulement 7 avec une vieille personne admise ce lundi par précaution

sachant qu'elle est originaire de la même région. Deux malades ont été admis le 20 novembre dont un est décédé et l'autre évolue très bien, 4 autres ont été admis le 2 décembre et le dernier le 4. Les habitants de la localité doivent seulement prendre des mesures d'hygiène, javelliser tout ce qu'ils mangent, faire attention aux déchets des rats, ne pas boire de la fontaine qui aurait dû être fermée depuis longtemps. Sans cela il n'y a pas d'inquiétude particulière à se faire. Les mesures prises localement sur l'eau le sont par précaution excessive mis à part la fontaine locale impropre à la consommation, indique, en substance, le chef de service des maladies infectieuses.

Le service et toutes les autorités concernées sont tout de même — et c'est tout à fait normal en état d'alerte parce qu'il y a un mort d'homme. Rappelons que la maladie se manifeste par de la fièvre et de la jaunisse. Elle évolue très lentement, attaque les reins et la foie et ne se transmet pas d'homme à homme, précise le docteur Touat. Une équipe médicale pluridisciplinaire doit se rendre sur

place dans la journée d'aujourd'hui pour rassurer les habitants par sa présence et ses conseils. La rumeur et certaines informations émanant de sources non autorisées ont, en effet, provoqué et dramatisé la situation qui n'a, hormis la mort d'un malade, rien d'exceptionnel.

A en croire les médecins plus qualifiés que tout autre pour parler avec précision et responsabilité et conscience de la situation, la leptospirose, qui n'est pas épidémique, se signale de temps à autre dans d'autres régions de la wilaya sans provoquer pareille panique. Au niveau du chef-lieu de wilaya dont relève, il est vrai la localité de Tala-Athmane, c'était l'alerte générale dans la nuit de dimanche et la journée de lundi. Tout le monde croyait que la maladie provenait de la contamination de l'eau et l'on s'approvisionnait en fardeau entier d'eau minérale. L'Algérienne des eaux s'est vue contrainte de réagir en placardant des affiches à travers la ville informant la rumeur en signalant que l'eau est propre à la consommation.

B. T.

ELECTIONS
SENATORIALES

El Islah compte sur les alliances

La crise interne qui secoue le mouvement El Islah ne lui fait pas perdre de vue le renouvellement des membres du Sénat. L'aile anti Djballah se prépare activement et considère que les tiraillements qui secouent toujours le parti n'ont pas entamé sa force de frappe. Les élus se préparent à cette échéance et annoncent des alliances "même avec des partis ne faisant pas partie de la même famille politique".

Djahid Younsi, le secrétaire général du mouvement qui présidait hier une réunion des élus d'El Islah, a affirmé que des contacts étaient en bonne voie avec plusieurs formations politiques.

Le numéro un d'El Islah a expliqué que ce n'est pas la première fois que son parti a recours aux jeux des alliances pour s'assurer une meilleure représentativité. Même si El Islah ne s'attend pas à créer la surprise le jour du scrutin, il pense néanmoins qu'il est en mesure d'améliorer son score.

Pour ce faire, le parti compte sur "la cohésion" sauteguardée dans de nombreuses wilayas qui n'auraient pas subi l'onde de choc de la bataille de légitimité qui a scindé en deux le mouvement. "Beaucoup d'élus sont restés sous la bannière d'El Islah". C'est d'ailleurs sur ces derniers que le mouvement compte pour affiner sa stratégie. Tous les élus ont été consultés et ont donné leur avis sur les alliances possibles, sur les chances du parti.

A l'occasion de la réunion d'hier, leurs suggestions seront débattues afin d'affiner la stratégie du mouvement. Les représentants de 27 wilayas ont fait le déplacement à Alger pour permettre au parti de faire le point et "clarifier sa place sur l'échiquier politique". Même s'il pense que le Sénat ne dispose pas d'assez de prérogatives, vu qu'il doit se contenter de voter des lois et non pas d'en proposer.

N. I.